



## COTE D'IVOIRE : UNE ELECTION SUR LA CORDE RAIDE

Francis Akindès\*

**Plusieurs fois reportées, les élections présidentielles devraient enfin se tenir en Côte d'Ivoire le 31 octobre. Encore faut-il que les candidats et leurs partisans respectent le verdict des urnes.**

Jamais, depuis la fin officielle du mandat du président Laurent Gbagbo en 2005, la Côte d'Ivoire ne s'est autant approchée de la date des élections présidentielles, déjà six fois reportées. Véritables arlésiennes, ces élections sont à la fois souhaitées et redoutées. Souhaitées parce que les populations des villes comme celles des villages sont lasses du marasme économique le plus souvent expliqué par la situation de « ni paix ni guerre » qui prévaut depuis 2002. Elles sont également souhaitées par une communauté internationale qui exprime de plus en plus sa fatigue d'un processus de sortie de crise qui coûte cher parce qu'il traîne indûment en longueur.

Pour les populations, la perspective du 31 octobre 2010 recouvre deux enjeux majeurs. Outre les élections proprement dites, dont elles se sont résignées aux successifs reports, se voir enfin distribuer une carte nationale d'identité paraît plus important encore. La carte d'identité, cette chose banale dans un pays normal, est devenue en Côte d'Ivoire une source de discord majeure, puisqu'elle est au cœur de la crise militaro-politique qui a paralysé le pays depuis huit ans. La perspective de distribution des cartes d'identité nationale à partir du

4 octobre, suivie de celle des cartes d'électeurs, révèle son importance politique lorsqu'elle est mise en relation avec les vives passions suscitées par les opérations d'enrôlement et d'identification. Dans ce pays de forte immigration qu'est la Côte d'Ivoire, la question politique centrale était la suivante : qui a droit ou non à une carte d'identité nationale ? Et derrière l'enjeu que constitue la délivrance des cartes, il faut lire les calculs de soustraction ou d'agrégation maximaliste d'électorats supposés captifs par chaque camp politique.

Mais ces élections présidentielles tant souhaitées sont tout aussi redoutées parce qu'elles sont porteuses de hauts risques d'insécurité humaines. Car les adversaires politiques en lutte pour le pouvoir n'ont guère changé, ni de registre de mobilisation, ni de mode de communication politique. Les états-majors des partis en course (Front Populaire Ivoirien de Laurent Gbagbo, Parti Démocratique de Côte d'Ivoire d'Henri Konan Bédié, Rassemblement des Républicains d'Alassane Ouattara...) préparent déjà leurs camps. Il faudra surtout craindre la stratégie d'annonce précoce de victoire par chaque camp politique ou de dénonciation de fraudes électorales. Cette stratégie tire sa force corrosive de l'ambiance généralisée de suspicion et de la peur de perdre. Dans chaque faction politique, elle s'adosse à la certitude selon laquelle toute autre issue que la victoire de son propre camp ne peut être que le résultat soit d'un décompte biaisé à souhait des suffrages exprimés en sa faveur, soit de soustraction intentionnelles de voix, soit de bourrage d'urnes par d'autres camps dans telle ou telle localité. Cette machine à fabriquer les mauvais perdants risque de faire monter le thermomètre politique. Car, elle prépare les esprits à l'affrontement. Par là, elle rend possibles les risques de dérapage dans la phase de gestion des résultats. La mémoire collective ivoirienne reste encore marquée par la douloureuse expérience de 2000. A l'époque, l'annonce des résultats fortement contestés du scrutin s'était faite dans une fièvre de violence nourrie par les frustrations politiques liées au rejet des candidats du PDCI, l'ancien président Henri Konan Bédié, et du RDR, l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara. Aujourd'hui, les populations redoutent discrètement ces dérives possibles. A cet égard, les organismes de régulation du processus électoral, que ce soit la CEI (Commission Electorale Indépendante), le Conseil constitutionnel et l'ONUCI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire), devront faire preuve d'une extrême vigilance. Engagée sur la dernière ligne droite vers une paix sociale fondée sur la légalité constitutionnelle mais surtout la légitimité d'un leadership politique oint par des élections présidentielles que tous souhaitent justes, libres et transparentes, la Côte d'Ivoire devra franchir, le 31 Octobre 2010, cette dernière épreuve de saut en hauteur. Mais, un saut particulièrement périlleux dans un contexte ivoirien de lutte acerbé et sans merci pour la conquête ou la conservation du pouvoir. Le succès ou l'échec à cette épreuve dépendra en grande partie de la classe politique, toutes tendances

confondues. Pour ces élections, il est plus qu'impérieux d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les enjeux de la communication politique. Pour garantir des élections présidentielles sans violence pré-électorale ou postélectorale, la Commission CEI ne devra pas se laisser déborder et pour cela veiller plus qu'ailleurs, à la communication politique par les différents camps. La sécurisation de l'annonce des résultats sera un point particulièrement névralgique. Les jeux d'acteurs politiques autour de ce point devront être surveillés comme de l'huile sur le feu.

De toute évidence, l'issue des élections dépendra de ce que la classe politique souhaitera qu'elle soit. Si elle s'accorde sur l'idée de conduire enfin la Côte d'Ivoire vers une paix durable et à cet effet, s'engage à puiser en elle toutes les ressources pour domestiquer les passions politiques et les potentielles vagues de violence qui pourraient en résulter, elle donnera au pays un véritable capital confiance pour reconstruire son leadership sous-régional terni par dix années d'instabilité politique. Le potentiel de cette relance existe, car les années de crise n'ont guère entamé les fondamentaux de l'économie ivoirienne, même s'ils en ont quelque peu été affectés. Les ressources et le potentiel économique existant, il ne reste qu'à résoudre l'épineuse question du leadership politique qui devra travailler à la consolidation de la paix dans un pays dont le tissu social est profondément déchiré. La population ne pardonnera certainement pas à la classe politique une nouvelle expérience douloureuse. Mais, elle même pour l'instant, ne laisse pas lire non plus un état d'esprit de rupture. En clair, il est difficile de savoir si la majorité des Ivoiriens feront l'option de la paix, même dans la défaite de leur propre camp. Ou si chacun restera plutôt dans la logique de la victoire de son propre camp à tout prix. L'avenir proche nous le dira.

**\*Professeur à Université de Bouaké à Abidjan**